Le Loiret Agricole et Rural, 31 août 2012

Spécial Comice de Bellegarde

: le lieu-dit des Terres du Château accueillait les concours de grand plaisir des visiteurs.

Les officiels et les responsables syndicaux ont dit...

Après l'inauguration du comice et la visite officielle de celui-ci, les représentants syndicaux, les élus et les autorités se sont retrouvés au château, situé près de la mairie, pour les allocutions. Morceaux choisis.

Xavier Beulin lors de son intervention. Derrière le président de la FNSEA, on reconnaît, de gauche à droite, Monique Bévière, Michel Masson, Jean-Noël Cardoux, sénateur du Loiret, Albert Février et Jean-Luc Malet, maire de Bellegarde.

Michel Masson, président de la FDSEA : Le groupe Doux a une dette à l'égard des éleveurs : mon souci est qu'ils soient payés. La fermeture de l'unité de Blancafort, dans le Cher, marquerait l'arrêt d'une filière dans notre Région et son transfert en Bretagne, une zone largement pourvue. Or nous fournissons l'Île-de-France, dont nous sommes géographiquement proches : on marche sur la tête ! (...) Si la totalité des agriculteurs se convertissait au biologique, la moitié de la planète subirait une situation de famine !

Xavier Beulin, président de la Chambre d'agriculture et de la FNSEA :

Depuis quelques années, la question alimentaire redevient un enjeu majeur et pas uniquement dans les pays en voie de développement. (...) Ici, on sait ce que la polyculture signifie. Ma crainte : que la Région se détourne de l'élevage. Or s'il y a moins de producteurs de lait, les laiteries ont tendance à se délocaliser. De même, un recul de l'aviculture aurait des conséquences pour les éleveurs et sur le plan industriel. (...)

Doux : des offres insuffisantes ?

Tout est fait pour l'ensemble des sites de Doux dans la Région, tant à l'égard des éleveurs que des salariés. Il est fondamental que la Région Centre ne devienne pas un sous-traitant d'une autre Région : nous avons intérêt à nous mobiliser. Des offres jugées insuffisantes ? Depuis quatre ans, le pôle frais du groupe perd trente millions d'euros par an. Je préfère mettre de l'argent dans l'appareil productif que dans l'apurement des dettes de Monsieur Doux ! L'enjeu : l'avenir agricole de la Région et de sa diversité.

Albert Février, conseiller général : Notre département n'a pas d'avenir sans agriculture : la moitié de sa superficie est constituée de surfaces cultivées. Chaque année, le Conseil général octroie deux millions d'euros aux différentes filières. Le contexte budgétaire devient de plus en plus contraint. L'action sociale représente 58 % de nos dépenses. Toutefois, nous demeurerons solidaires de chacun.

Monique Bévière, conseillère régionale : L'agriculture n'est pas un long fleuve tranquille : il faut être avant-gardiste si on ne veut pas lâcher prise !

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret : Le travail du G20 sur les dossiers agricoles initié par Nicolas Sarkozy doit être poursuivi. (...) Vos intérêts sont les intérêts des Français dans la Pac.

Charles Gendron, directeur départemental des Territoires : Nous devons appliquer la règle sans gêner l'activité économique et même en la soutenant.

Un auditoire attentif lors des différentes prises de parole.

Phoca PDF